



Négociations en cours

Un accord pour quoi faire ?

Sections RENAULT

N° 64 28 novembre 2016

La Direction distille ses « propositions », à l'occasion de séances de « négociations », et d'un plan de communication soigneusement concocté. Le syndicat SM-TE n'est pas encore représentatif au niveau Renault, et de ce fait, n'est pas invité à la table des négociations. Cela n'a pas empêché ses analystes d'exploiter les informations partielles mises à disposition à ce stade :

1) La Direction s'engagerait sur un volume de production de véhicules en France au moins égal à ceux de 2016, et encore, sous réserve de conditions de marché favorables et en moyenne sur 3 ans

Notre analyse : C'est très insuffisant. Il faudrait déjà rééquilibrer les productions au niveau des ventes en Europe de l'Ouest, en déficit de 400 000 véhicules en 2015. Mais il faudrait surtout retrouver au plus vite un niveau de production compatible avec la rentabilité des sites Français. Pour cela, le SM-TE revendique un engagement de volume de 1 100 000 véhicules pour 2019 et une cible de 1 400 000 pour 2020.

Le scandale serait d'organiser la stagnation de Renault en France

2) La Direction s'engagerait à retenir un indicateur de productivité, assorti d'un objectif d'amélioration

Notre analyse : C'est une bonne chose, c'est une revendication forte émise de longue date par le SM-TE (l'amélioration de la productivité témoigne de l'efficacité des moyens et des organisations mis au service du personnel, et est le vecteur de la performance économique et donc de l'activité et de l'emploi à venir).

Augmenter la productivité sans augmenter la production, c'est bien sûr continuer la réduction dramatique des effectifs, et c'est surtout ne pas doter les sites industriels en France du volume d'activité suffisant pour permettre leur rentabilité. Cela n'est rien d'autre que continuer à organiser le déclin de la présence de Renault en France.

Le scandale serait d'augmenter la productivité sans augmenter la production

3) La Direction s'engagerait à embaucher 3000 personnes

Notre Analyse : Après les 8000 départs organisés et cautionnés par l'accord 2013 – 2016, l'embauche de 3000 salariés est très insuffisante.

On y trouverait pour moitié l'embauche d'intérimaires (Ils représentent la moitié des effectifs industriels). Bonne nouvelle pour les intérimaires et pour les sites ! Mais n'est-ce pas un rattrapage modeste et de toute façon insuffisant, pour espérer fabriquer la qualité au quotidien ?

L'autre moitié porterait sur les fonctions d'ingénierie et tertiaire.

Il y a urgence bien sûr, la Direction Générale en a conscience, et a déjà décidé 1000 embauches en 2016 en plus de ce qui était prévu. Les pertes de compétences sont telles, et si lourdes de conséquences sur nos capacités à sortir les projets avec la qualité requise, que ce plan n'est pas à la hauteur de l'enjeu : assurer la pérennité des compétences, des activités, et de l'Entreprise.

Le scandale serait de n'embaucher que 3000 personnes sur la durée du prochain accord

4) La Direction annonce vouloir développer le partenariat stratégique et le *workpackage* (en français : la sous-traitance)

Notre analyse : Comment Renault peut-il avoir une sous-traitance efficace si on continue à délocaliser et à sous-traiter l'ingénierie et l'informatique ? Si nous n'avons plus en interne les compétences et les activités d'ingénierie et de développement informatique, nous allons perdre toute « crédibilité » face à nos sous-traitants : on ne reste pas longtemps un expert quand on ne « pratique » plus, dans un monde où les technologies sont en évolution constante, à un rythme toujours plus rapide.

Le scandale serait d'amplifier encore la délocalisation et la sous-traitance de l'ingénierie

Réunion d'information et d'échange
dans le hall de la Ruche mardi 29/11 à midi
Pendant l'heure du déjeuner
A l'invitation du SM-TE

UN ACCORD POUR QUOI FAIRE ?

L'Entreprise a-t-elle besoin d'un accord ?

L'Entreprise a besoin de décisions qui permettent son développement, préparent son avenir, et sa pérennité. Ces décisions (niveau d'activités en France, embauches, ...) qui relèvent du Conseil d'Administration et de ses membres (y compris des représentants salariés), sont celles de la stratégie et du développement de l'Entreprise. L'entreprise n'a donc pas besoin d'un accord pour ça ...

Obtenir un accord d'entreprise est pourtant un enjeu majeur pour la Direction pour « habiller » sa politique d'un consensus de ses salariés sur les orientations. Elle espère ainsi se prémunir de mouvements sociaux qui peuvent se révéler extrêmement coûteux, et aussi s'assurer les bonnes grâces de l'opinion publique interne (salariés) et externe (consommateurs, pouvoirs publics).

Les salariés ont-ils besoin d'un accord ?

Qu'est ce qui est annoncé dans ce « projet » d'accord ? Stagnation de l'activité, délocalisation et sous-traitance des ingénieries, accroissement de la flexibilité imposée, embauches en nombre insuffisant pour la pérennité de l'activité... Ces propositions n'offrent aucune réponse aux besoins individuels des salariés (en butte à la stagnation des carrières et des rémunérations,), ni aux besoins de la collectivité (développement de l'entreprise compris comme un *bien commun*, moteur de la fierté que l'on a d'être « de Renault »).

La question que prépare la Direction vers les négociateurs des syndicats représentatifs (CFE-CGC, CFDT, FO et CGT) est donc : **Etes-vous d'accord pour signer l'accompagnement du déclin de Renault en France ?**

Réflexion sur le syndicalisme tel qu'il est pratiqué actuellement :

Pour les syndicats, la négociation en cours devrait être la possibilité de convaincre la Direction Générale, de prendre en compte des mesures construites et proposées par les salariés.

Que voyons-nous ? Rien de tel semble-t-il. Les communications des syndicats se limitent à commenter les propositions de la Direction, et même à nous dire, pour certains d'entre eux, que les salariés vont « bénéficier » du nouvel accord.

La désaffection générale des salariés de la vie syndicale a pour conséquence que les confédérations (ou fédérations) syndicales ne sont plus l'expression collective *réelle* des salariés, même si elles le sont au plan *légal*. Circonstance aggravante, la désyndicalisation a eu pour conséquence une perte de ressources financières, compensée par Renault par un accord de droit syndical (*celui du 23 juin 2000 et ses avenants consultables sous Déclit*) qui finance généreusement les confédérations des 4 syndicats représentatifs. Si bien que, le plus souvent, la Direction Générale n'a face à elle que le miroir d'elle-même, à l'exception, nous en faisons l'hypothèse, de militants enracinés dans une culture syndicale authentique.

Aujourd'hui, les salariés sont dépossédés de réelle représentation. A ceux qui refusent l'illusion des négociations, la fabrication d'un faux consensus, le SM-TE, syndicat financé par ses seuls adhérents, invite les salariés à travailler ensemble à une représentation collective renouvelée, seule à même de faire remonter le « réel » auprès des instances de l'entreprise.

Le rôle d'un syndicat invité à la table des négociations est de porter la voix et les propositions des salariés, le « réel ». Le SM-TE n'y est pas encore invité, cela n'empêche pas ses militants de vouloir travailler ensemble avec les salariés et les membres des autres syndicats présents à Guyancourt soucieux du devenir de Renault.

C'est pourquoi le SM-TE invite les salariés à une réunion d'information et d'échanges mardi 29 novembre à midi, durant l'heure de déjeuner, dans le hall de la Ruche.

Vous adhérez à notre action ? Soutenez-la et devenez membre SM-TE

Pour permettre au plus grand nombre de se réapproprier le syndicalisme, le syndicat SM-TE s'oblige dans ses statuts à être financé uniquement par ses adhérents pour garantir d'être sous leur contrôle et au service de leur représentation, et s'interdit tout financement d'origine patronale ou politique.

Bulletin d'adhésion et de soutien : www.travaillonsensemble.org cotisation annuelle : 30 à 50 €.

Contact : 06.98.05.13.80 API : FR TCR LOG 0 52 sm-te@travaillonsensemble.org www.travaillonsensemble.org